

## Comité Technique Ministériel du 30 avril 2014

### Déclaration Liminaire

Messieurs les Ministres,

La **Fédération des Finances FO** vous a adressé, au lendemain de votre nomination dans vos nouvelles responsabilités ministérielles, un courrier développant les sujets de préoccupations des personnels.

Après une audience avec vous, Monsieur Sapin, qui nous a permis de développer ces axes revendicatifs, l'heure est venue d'obtenir des réponses claires, précises sur la feuille de route que vous comptez assigner à vos directeurs et sur les perspectives que vous comptez donner pour un dialogue social constructif.

Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer, le climat social au sein des directions de Bercy est déplorable. Il est dû à une politique d'austérité menée maintenant depuis plusieurs années, où les agents des ministères économiques et financiers sont particulièrement malmenés pour ne pas dire parfois méprisés.

Ce ne sont pas les dernières mesures d'économies budgétaires à hauteur de 50Mds d'€, dont 18 pour la seule Fonction Publique de l'État, qui risque de l'apaiser.

Le gel de la valeur du point d'indice pendant huit ans est à cet égard intolérable.

La journée de grève et de manifestations du 20 mars a démontré toute la détermination des agents pour combattre ces projets stratégiques qui remettent en cause leurs missions. De plus, le contexte de suppressions d'emplois perpétuelles contribue à la dégradation de leurs conditions de travail.

Ils le rediront à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires, dont **Force Ouvrière**, le 15 mai prochain.

Notre fédération attend des réponses dès aujourd'hui sur de nombreux sujets, dont entre autres :

- Les perspectives budgétaires 2015-2017 de nos ministères, en termes d'emplois et de crédits,
- Le devenir des plans stratégiques à la DGFIP et la DGDDI, dont nous demandons l'abandon,
- La suite donnée à la demande de retrouver une DGCCRF réunifiée, de plein exercice des missions sur l'ensemble du territoire, avec une chaîne de commandement cohérente,
- Les conséquences de la double tutelle ministérielle pour les agents de l'INSEE,
- La coordination du réseau économique à l'international,
- Les suites données à la mutualisation des fonctions support,
- L'avenir de l'ONP et de ses personnels depuis l'annonce de l'arrêt du système d'information paye,
- Le devenir de l'arrêté promu/promouvables, préparé par vos prédécesseurs,
- Les budgets et moyens alloués aux politiques d'action sociale, de santé et sécurité au travail,
- La reconnaissance du TRIPODE, comme site amianté,
- Votre investissement concernant les plans d'action sur l'égalité professionnelle et la prévention des risques psycho sociaux.

**FO Finances** répercutera aux personnels vos réponses dans la plus parfaite clarté.

Mais une chose est sûre, l'entêtement à poursuivre votre politique d'austérité sous l'œil inquisiteur de la Commission Européenne, est une faute qui ne permet pas aux services publics économiques, financiers et industriels d'assumer leurs missions avec l'efficacité qu'exige pourtant l'état de nos finances publiques.